

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 07/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRAGROS APPROS SAS

Lieu-dit :Les Bois
BP N 10
18310 Genouilly

Références : /
Code AIOT : 0010007776

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement TERRAGROS APPROS SAS implanté Lieu-dit :Les Bois BP n° 10 18310 Genouilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRAGROS APPROS SAS
- Lieu-dit :Les Bois BP n° 10 18310 Genouilly
- Code AIOT : 0010007776

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Site autorisé par arrêté préfectoral du 25 avril 2007.

Site Seveso seuil bas classé notamment au titre des rubriques 4510 et 4511 , négoce de produits phytosanitaires

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Protection de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 2.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Compatibilité des produits stockés sur rétention	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.6.4	Demande d'action corrective	2 mois
5	Dimensionnements des rétentions	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Existence d'une liste des éléments importants pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.5.1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Contrôle et procédures applicables aux EIS	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.5.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.2	Demande d'action corrective	2 mois
10	Entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.3.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 1.2.1	Sans objet
9	Existence et	Arrêté Préfectoral du 25/04/2007,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	disponibilité des ressources en eau et mousse	article 7.7.3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Vérification de la situation administrative du site
Prescription contrôlée : [Tableau de l'article 1.2.1 de l'AP d'autorisation du 25/04/2007, modifié. Prise en compte de la lettre préfectoral du 15/11/2016 et de la lettre préfectorale du 21/09/2021]
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks par rubrique ICPE à date de l'inspection, les quantités stockées sont de l'ordre de 2/3 des quantités autorisées pour les principales rubriques (4510 et 4511) et très largement en dessous des maximums pour les autres rubriques. L'exploitant informe par ailleurs que le chantier ayant fait l'objet du porter à connaissance de 2021 est en cours de finalisation donc non encore réceptionné. Ainsi l'exploitant n'utilise pas encore les nouveaux bâtiments, ce que l'inspection des installations classées a pu constater sur site. Pas d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réserve de produits pour protection de l'environnement
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits où matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que

manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, produits absorbants....
<p>Constats :</p> <p>L'installation ne dispose d'aucune consigne définissant le stock minimum de produit absorbant/neutralisant nécessaire sur le site.</p> <p>Une fiche réflexe "dispersion accidentelle de produits phytosanitaires liquides" précise les actions à mettre en œuvre avec l'utilisation de produits absorbants.</p> <p>Sur site l'inspection des installations classées constate la présence de produit absorbant avec affichage dans le local phytosanitaire.</p> <p>Constat : L'exploitant n'a pas formalisé le besoin en réserves de produit absorbant et/ou neutralisant nécessaire sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, plan des réseaux et confinement des eaux d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire.....), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats :

<p>A la demande de fourniture d'un plan des réseaux, l'exploitant réoriente l'inspection vers le porter à connaissance de 2021.</p> <p>Dans le porter à connaissance de 2021 se trouve un plan du site tel que projeté à l'issue des travaux en cours.</p> <p>Lors de la visite l'inspection constate que ce plan n'est pas à jour des travaux réellement réalisés. Il est notamment noté l'absence des vannes en sortie des bassins de rétention et "temporisation eaux pluviales".</p> <p>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un plan/schéma des réseaux d'eau du site à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Compatibilité des produits stockés sur rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des produits phytosanitaires sont stockés sur une unique rétention. Cette rétention est déportée et consiste en le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie d'une capacité de 250 m3 d'après le plan fourni par l'exploitant.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les produits stockés sont manifestement incompatibles (pictogrammes).</p> <p>Il a notamment pu être observé que des contenants avec des produits corrosifs se trouvaient sur des racks de stockage au dessus de contenants ou se trouvent des produits inflammables.</p> <p>Des grilles avaloirs sont disposées le long des murs des deux cellules du bâtiment et permettent d'orienter les déversements de produits vers un réseau communiquant avec le bassin précité.</p> <p>Constat : Des produits incompatibles sont stockés sur une rétention commune dans le bâtiment de stockage des produits phytosanitaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Dimensionnements des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une unique rétention déportée existe pour l'ensemble du bâtiment de stockage phytosanitaire. Elle est mutualisée avec la rétention des eaux d'extinction incendie.</p>

<p>La capacité de cette rétention à contenir et résister à l'action chimique des produits stockés est inconnue.</p> <p>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le dimensionnement des capacités de rétention du site et leur résistance à l'action chimique des produits phytosanitaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Existence d'une liste des éléments importants pour la sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Identification des EIS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers, la liste des éléments importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les fonctions, les paramètres, les équipements, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p> <p>Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière mise à jour de la liste date de la rédaction de l'étude de dangers en 2006.</p> <p>Constat : L'installation ne dispose pas de liste régulièrement mise à jour des des éléments importants pour la sécurité (EIS).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Contrôle et procédures applicables aux EIS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, EIS
Prescription contrôlée : Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.
Constats : Aucune procédure n'est établie à ce sujet. Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de fournir de procédure spécifique au contrôle et à l'entretien des EIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de contrôle des extincteurs du site daté du 12/04/2024 (Eurofeu PV_104033589).

<p>Lors des contrôles réalisés le 17/01/2024 objets de ce rapport, la majorité des extincteurs étaient fonctionnels et en bon état, 4 ont dû être rechargés et quelques pièces d'usure changées. Par échantillonnage, l'inspection des installations classées constate que les extincteurs ont bien été vérifiés (un extincteur vérifié au niveau de l'entrée Nord Est du local phytosanitaire et un au niveau de la porte coupe feu dans le local pour produits dangereux)</p> <p>Lors de l'inspection le registre de contrôle des équipements de sécurité a été consulté. Il est constaté la réalisation de contrôles de l'alarme incendie en août 2022 puis 2023.</p> <p>L'inspection des installations classées constate par ailleurs sur site que la porte coupe feu séparant les deux cellules du bâtiment des produits phytosanitaires est par défaut maintenue fermée. La consigne est affichée.</p> <p>Interrogé sur l'existence de procédures encadrant l'entretien et le contrôle de ces équipements, l'exploitant précise ne pas en avoir.</p> <p>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de fournir de procédure d'entretien et de contrôle des moyens d'intervention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>Encas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Existence et disponibilité des ressources en eau et mousse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau de 240 m³, la réserve étant alimentée par les écoulements d'eaux pluviales ou par le réseau d'eau de ville en période sèche ; - de réserves en émulseur d'une capacité de 750 litres adaptés aux produits présents sur le site ; [...]
<p>Constats :</p> <p>Sur site l'inspection constate la présence d'un stockage d'émulseur de 30 bidons de 25 L dans un local de stockage dédié (soit 750L) à proximité du bâtiment de produits phytosanitaires.</p> <p>Les plans fournis présentent un volume de réserve d'eau incendie de 240 m³.</p>

Un affichage sur site serait à réaliser pour repérer les deux moyens de lutte incendie.
Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a fourni les documents suivants le 12/04/2024 : - SOCOTEC Rapport de vérification électrique au 14 12 2023 - SOCOTEC Compte rendu de vérification électrique Q18 au 15 12 2023 Le rapport de vérification du 14/12/2023 présente plusieurs limites de contrôle (cf.p4): - absence d'examen visuel de l'intérieur des armoires électriques et d'essais des dispositifs différentiels (car pas de coupure totale permise par l'exploitant) - absence de vérifications des équipements « hors de portée » (hangar de stockage, hangar camions , stockage phytosanitaire, extérieur) Néanmoins il n'y a pas de non conformité mise en avant dans le rapport. La vérification Q18 met en avant que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et/ou d'explosion. Constat : L'ensemble de l'installation électrique n'a pas pu être contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois